

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1519>

Washington réduit les crédits sociaux pour financer la guerre

- Défense - International -



Date de mise en ligne : mardi 7 février 2006

Spyworld Actu

Le projet de budget pour l'année fiscale 2007 (d'octobre 2006 à septembre 2007), présenté lundi 6 février au Congrès par l'administration Bush, ne satisfait pas grand monde. La rigueur souhaitée par des républicains n'est pas au rendez-vous, avec une augmentation de 2,3 % des dépenses, à 2 770 milliards de dollars. L'essentiel des crédits supplémentaires va à la "guerre contre le terrorisme".

"Mon administration a consacré les ressources de la nation à notre plus grande priorité : protéger nos citoyens et notre pays", écrit le président George Bush dans son message aux parlementaires. Mais, pour limiter le déficit, la Maison Blanche annonce des coupes très sévères dans les programmes sociaux. Celles-ci concernent surtout l'éducation et le logement, dont les crédits sont réduits de respectivement 28 % et 30 %, ainsi que la santé. Plus de 140 budgets considérés comme "non prioritaires" sont concernés, pour un total de 15 milliards de dollars, représentant aussi bien des prêts aux étudiants que des subventions aux chemins de fer. Le système de couverture santé pour les personnes âgées et les handicapés, dit "Medicare", devrait aussi être affecté avec une réduction des dépenses de 36 milliards sur cinq ans.

En 2005, l'administration avait annoncé une réduction de 17 milliards des dépenses par la suppression de 154 programmes. En fait, seuls 89 d'entre eux ont vu leurs financements supprimés ou réduits. Il en ira sans doute de même cette fois, à dix mois des élections législatives. En revanche, les parlementaires devraient voter l'augmentation de 8 % des crédits pour la sécurité intérieure (36 milliards) et de 7 % pour le Pentagone.

Le budget de la défense atteindra ainsi le niveau sans précédent de 439 milliards de dollars, près de 50 % supérieur à celui dont a hérité M. Bush en 2001. Et il ne prend pas en compte les dépenses liées à l'Irak et à l'Afghanistan. Pour les financer, le département de la défense a annoncé, il y a une semaine, qu'il demanderait 120 milliards de dollars.

La Maison Blanche a réaffirmé son engagement de réduire de moitié, en 2009, le déficit budgétaire en le ramenant à moins de 2 % du PIB (produit intérieur brut). Mais, après l'avoir baissé à 318 milliards lors de l'année fiscale 2005, il se creuse à nouveau, en dépit de recettes fiscales dopées par la croissance. Le déficit devrait atteindre cette année - notamment au coût de la reconstruction après les ouragans de l'été 2005 - le niveau record de 426 milliards (3,2 % du PIB). Pour 2007, selon les prévisions de la Maison Blanche, le déficit sera ramené à 354 milliards. Mais ce chiffre reste théorique, ne prenant en compte que 50 milliards pour la guerre en Irak. A terme, l'équilibre des finances publiques américaines dépendra de l'évolution des recettes.

Le débat entre M. Bush et le Congrès sur la prolongation des baisses d'impôts, qui expirent entre 2008 et 2011, sera décisif. Si elles ne sont pas reconduites, le déficit pourrait, selon le bureau du budget du Congrès, se transformer en excédent en 2012. Si elles sont prolongées, le déficit risque de devenir incontrôlable.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>